

ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission de la santé, de la solidarité,  
du travail et de l'emploi

Papeete, le 06 DEC. 2016

N° 195-2016

Document mis  
en distribution

Le 06 DEC. 2016

RAPPORT

relatif à un projet de délibération portant approbation du projet d'avenant 1 à la convention d'application n° 24-15 du 19 février 2015, prolongeant le délai de réalisation de l'opération « Remplacement de la couverture du Centre de la Mère et de l'Enfant » dans le cadre du volet « santé » du contrat de projets État/Polynésie française 2008-2014,

présenté au nom de la commission de la santé, de la solidarité, du travail et de l'emploi,

par Madame la représentante Isabelle SACHET

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 9193/PR du 24 novembre 2016, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération portant approbation du projet d'avenant 1 à la convention d'application n° 24-15 du 19 février 2015, prolongeant le délai de réalisation de l'opération « Remplacement de la couverture du Centre de la Mère et de l'Enfant » dans le cadre du volet « santé » du contrat de projets État/Polynésie française 2008-2014 (*cf. convention d'application n° 24-15 du 19 février 2015, jointe au présent rapport*).

Dans le cadre de l'opération précitée, pour laquelle l'État s'est engagé à apporter son concours financier au titre du contrat de projets 2008-2014, la réception des ouvrages concernant le remplacement de la toiture en tôles ondulées s'est déroulée au mois de mars 2016.

En raison de l'importante réverbération des tôles, qui importune les patients et le personnel de la santé, la Direction de l'équipement (DEQ), à qui la maîtrise d'ouvrage a été déléguée, a lancé un appel d'offres le 17 mars 2016 pour la pose d'une couverture en toiles tendues avec une remise fixée au 25 avril 2016.

Cependant, l'analyse des offres, dont le dépouillement s'est opéré le 2 mai 2016, a conduit la DEQ à déclarer l'appel d'offres infructueux. En effet, les documents techniques exigés dans le règlement particulier de l'appel d'offres n'ont pas été remis par les soumissionnaires.

De ce fait, la DEQ a lancé en marché négocié lesdits travaux dès le début du mois de juillet 2016. Le marché correspondant a été notifié le 16 septembre 2016 à l'entreprise FACINOV pour une durée prévisionnelle de 6 mois.

Ainsi, le 13 juin 2016, le Pays a sollicité auprès du haut-commissaire de la République en Polynésie française, une prolongation de délai de réalisation de 12 mois supplémentaires portant une fin d'opération au 1<sup>er</sup> juillet 2017.

En application des articles 169 et 170-1 de la loi organique statutaire, le présent projet d'avenant doit être soumis à l'approbation préalable de notre assemblée.

\*

\* \*

Tel est donc l'objet du projet de délibération ci-joint, que la rapporteure propose à ses collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission de la santé, de la solidarité, du travail et de l'emploi, d'adopter.

LA RAPPORTEURE

Isabelle SACHET

**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : DSP1621546DL-4

**DÉLIBÉRATION N° 2017-13/APF**

**DU 26 JANVIER 2017**

---

portant approbation du projet d'avenant 1 à la convention d'application n° 24-15 du 19 février 2015, prolongeant le délai de réalisation de l'opération « Remplacement de la couverture du Centre de la Mère et de l'Enfant » dans le cadre du volet « santé » du contrat de projets État/Polynésie française 2008-2014

---

**LA COMMISSION PERMANENTE**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1937 CM du 24 novembre 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 17/2017/APF/SG du 5 janvier 2017 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 195-2016 du 6 décembre 2016 de la commission de la santé, de la solidarité, du travail et de l'emploi ;

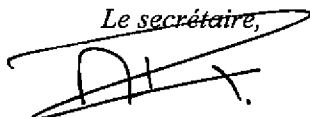
Dans sa séance du 26 janvier 2017 ;

**A D O P T E :**

**Article 1<sup>er</sup>.**- Le projet d'avenant 1 à la convention d'application n° 24-15 du 19 février 2015 finançant l'opération « Remplacement de la couverture du Centre de la Mère et de l'Enfant », dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet « santé » du contrat de projets État/Polynésie française 2008-2014, joint en annexe, est approuvé.

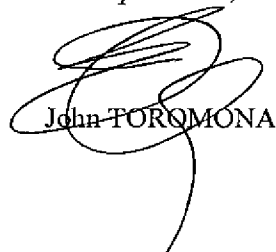
**Article 2.-** Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*

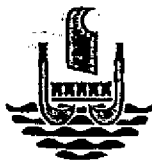


Antonio PEREZ

*Le président,*



John TOROMONA



**LA POLYNÉSIE  
FRANÇAISE**

**HAUT-COMMISSARIAT  
DE LA RÉPUBLIQUE  
EN POLYNÉSIE  
FRANÇAISE**

**CONTRAT DE PROJETS 2008-2014**

**CONVENTION D'APPLICATION N° 024 15 du 19 FEV. 2015**

**Entre l'État et la Polynésie française**

**finançant l'opération « Remplacement de la couverture du "Centre de la Mère et de l'Enfant" » de l'action 1.3 : *Entretenir et maintenir les infrastructures***

**dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet « Santé », modifiée**

**Programmation 2012**

- Vu** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu** loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014;
- Vu** le décret n° 82-1068 du 15 décembre 1982 modifié relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'État dans les territoires d'outre-mer ;
- Vu** le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement, auquel il est fait référence à l'article 9.6 du contrat de projets ;

- Vu** le contrat de projets 2008-2014 signé entre l'État et la Polynésie française le 27 mai 2008 modifié ;
- Vu** la convention d'exécution n° 171-08 du 21 juillet 2008 modifiée relative au volet santé ;
- Vu** la MADI n°2000108999 du 25 novembre 2014 d'un montant de 7 358 829,00 € délégué sur le programme « conditions de vie outre mer » du ministère des Outre-mer ;
- Vu** la demande présentée par le bénéficiaire le 19 novembre 2014, le dossier d'engagement (prévu à l'article 9.4 du contrat de projets) ayant été déclaré complet par accusé de réception n° 7065/VP/DBF du 25 novembre 2014.

**L'État** (ministère des Outre-mer)  
représenté par le Haut-Commissaire de la République en Polynésie française,

et

**La Polynésie française**  
représentée par le Président de la Polynésie française,

## **CONVIENNENT DE CE QUI SUIT**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour but d'arrêter le montant, les modalités et les conditions de la participation de l'État et de la Polynésie française aux dépenses liées à la réalisation de l'opération « Remplacement de la couverture du "Centre de la Mère et de l'Enfant" » de l'action 1.3 : Entretenir et maintenir les infrastructures, de la programmation 2012, du volet Santé du contrat de projets État/Polynésie française 2008-2014.

L'ensemble des dépenses relatives à la réalisation de cette action sera ci-après dénommé « opération ».

- Les opérations effectuées sont liées à la prise en charge de l'ensemble des dépenses concourant à la rénovation de la toiture du centre de la mère et de l'enfant situé dans la commune de Pirae à Tahiti.

## **ARTICLE 2 : DESCRIPTION ET COÛT DE L'OPÉRATION**

L'opération consiste à remplacer la couverture en tôle ondulée par-dessus de la couverture en bardeaux existante sur le corps de bâtiment du Centre de la Mère et de l'Enfant sis Pirae. Le remplacement de la couverture permettra à l'avenir la réalisation dans des conditions optimales du projet de production d'électricité photovoltaïque en toiture.

Un programme prévisionnel de l'opération est annexé à la présente convention à titre indicatif.

Le coût total prévisionnel de l'opération s'élève à **912 159,30 € HTVA** soit **108 849 558 FCFP HTVA**.

## **ARTICLE 3 : EXÉCUTION DE LA CONVENTION**

L'opération devra se réaliser selon le calendrier prévisionnel suivant :

---

### **1) Durée de la convention**

#### Prise d'effet de la convention :

La présente convention prend effet à compter de sa signature.

#### Date de fin de la convention :

La présente convention prendra fin dès le versement du solde de l'opération.

### **2) Commencement d'exécution de l'opération**

La Polynésie française s'engage à démarrer l'opération dans un délai maximal de 12 mois à compter de la date d'accusé réception du dossier d'engagement.

### **3) Date limite de réalisation :**

La Polynésie française s'engage à terminer l'opération dans un délai de 12 mois à compter du démarrage de l'opération précitée.

### **4) Date limite de transmission des justificatifs pour le solde**

Les justificatifs pour le solde devront être produits impérativement dans le délai maximal de 12 mois à compter de la date de fin de l'opération précitée.

A défaut de production dans ce délai, l'opération sera clôturée sans versement du solde.

## ARTICLE 4 : PLAN DE FINANCEMENT

L'opération décrite à l'article 2 s'effectuera selon le plan de financement HTVA suivant :

| Partenaires Financiers | Montant de la participation |                         | Taux de participation |
|------------------------|-----------------------------|-------------------------|-----------------------|
| Etat                   | 456 079,65 €                | 54 424 779 FCFP         | 50%                   |
| Polynésie française    | 456 079,65 €                | 54 424 779 FCFP         | 50%                   |
| <b>TOTAL</b>           | <b>912 159,30 €</b>         | <b>108 849 558 FCFP</b> | <b>100%</b>           |

La TVA sera à la charge de la Polynésie française.

## ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS FINANCIERS

### 1) Engagement de l'État

L'État s'engage à apporter son concours financier à la Polynésie française pour la réalisation de l'opération tel que précisé au plan de financement figurant à l'article 4 de la présente convention.

Le concours financier de l'État est imputé sur les crédits délégués par le ministère des Outre-mer sur le centre financier 0123-D987-D987, domaine fonctionnel 0123-02-02, groupe de marchandise 10.06.01.

Le concours financier de l'État est de **456 079,65 € HTVA** soit **54 424 779 FCFP HTVA**.

### 2) Engagement de la Polynésie française

a) La Polynésie française s'engage à financer l'opération dans les termes précisés au plan de financement figurant à l'article 4 de la présente convention.

La dépense budgétaire est imputée sur le chapitre 910, sous chapitre 910 01, AP 349.2011.

Le concours financier de la Polynésie française est de **456 079,65 € HTVA** soit **54 424 779 FCFP HTVA**.

Au titre de la même imputation et selon le même échéancier de versement que celui prévu à l'article 7, la Polynésie française garantit, en complément, le paiement de la TVA à hauteur de **118 580,70 €**, soit **14 150 442 FCFP**. Ce montant sera ajusté en fonction du coût total HTVA de l'opération et du taux de TVA qui lui est applicable.

b) En cas de modification du plan de financement initial exposé à l'article 4, la Polynésie française devra en informer l'État.

### 3) Dispositions générales

En tout état de cause et sous réserve des dispositions de l'article 6 ci-dessous, il est précisé que :

- dans le cas où le coût définitif de l'opération serait supérieur au coût prévisionnel indiqué à l'article 2 ci-dessus, le montant du concours de l'État et de la Polynésie française sera plafonné à hauteur du montant prévu à l'article 4 ci-dessus ;
- si le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé à l'article 2 ci-dessus, le montant du concours de l'État et de la Polynésie française sera calculé au prorata du montant au coût réel HTVA indiqué dans l'attestation de fin de l'opération.

### ARTICLE 6 : CLAUSE DÉROGATOIRE DE RÉVISION

Une révision à la hausse des financements de l'État et de la Polynésie française pour la réalisation de l'opération pourra être présentée dans le cadre des redéploiements de crédits prévus à l'article 13, 2<sup>e</sup> alinéa du chapitre 5 du contrat de projets, par voie d'avenant à la présente convention pour tenir compte notamment :

- des résultats issus des consultations supérieurs au coût prévisionnel indiqué à l'article 2 ci-dessus ;
- de l'augmentation éventuelle du coût des prestations intellectuelles ou honoraires.

### ARTICLE 7 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Sous réserve de la disponibilité des crédits, les modalités de versement des financements conformes aux engagements financiers de l'État et de la Polynésie française définis au 5.1 et 5.2 sont les suivantes :

- une avance pourra être versée jusqu'à hauteur de 30% du montant prévisionnel de la participation financière de chacun des partenaires, sur présentation de la Polynésie française de justificatifs de démarrage de l'opération (certificat administratif de démarrage d'opération) ;
- des acomptes peuvent être versés jusqu'à hauteur de 80 % du montant prévisionnel de la participation financière de chacun des partenaires, sur présentation de justificatifs de l'état d'avancement financier (état de mandatement HTVA visé par le payeur de la Polynésie française et situation d'avancement de l'opération certifiée exacte ou facture acquittée).
- le solde sera versé sur production par la Polynésie française de la justification technique et financière de la réalisation effective de l'opération et de la concordance de ses caractéristiques avec celles du dossier d'engagement (états de mandatement HTVA et TTC visés par le payeur de la Polynésie française et courrier attestant de la réalisation effective de l'opération).

Prise en compte des mandats : seuls seront retenus les documents dont la date respecte les délais prévus de début et de fin d'opération prolongée de 12 mois (pour tenir compte du délai global de paiement).



## **ARTICLE 8 : AUTRES ENGAGEMENTS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

En contrepartie des engagements précédents, la Polynésie française s'engage à :

- respecter le plan de financement prévu à l'article 4 ;
- réaliser ou faire réaliser l'opération définie à l'article 2 ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cette opération sans accord préalable écrit de l'État ;
- exécuter cette opération dans les délais prévus à l'article 3 ;
- tenir une comptabilité particulière à l'opération dans le cadre de son plan comptable général,
- faciliter les contrôles, sur pièces, techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous les documents nécessaires à ces contrôles ;
- fournir toute information utile au suivi et à l'évaluation du projet par le comité opérationnel visé à l'article 8.2 du contrat de projets ;
- porter à la connaissance du public les éléments d'information prévus à l'article 11 du contrat de projets ;
- faire référence à la participation de chacun des partenaires financiers dans le cadre du contrat de projets, à l'occasion de chaque action de médiatisation.

## **ARTICLE 9 : CONTRÔLE**

### **a) Contrôle de la légalité**

Le Haut-commissaire s'assure du respect par la Polynésie française des procédures légales de passation des marchés publics. Pour ce faire, la Polynésie française transmettra au fur et à mesure de la procédure de passation des marchés, les pièces permettant de s'assurer de la légalité de la procédure.

### **b) Contrôle de la réalisation de l'opération**

Les services techniques de l'État et de la Polynésie française assureront, sous l'autorité respective du haut-commissaire de la République et du Président de la Polynésie française, le contrôle de la réalisation de l'opération.

## **ARTICLE 10 : CONSÉQUENCES DU NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS**

Il sera mis fin à l'aide et le reversement partiel ou total des sommes versées sera exigé en cas de :

- refus de la Polynésie française de se soumettre aux contrôles ;
- Non-respect des clauses de la présente convention ;
- non-exécution partielle ou totale de l'opération dans les délais prévus à l'article 3 ;
- constat d'un changement dans l'objet du financement ou dans l'affectation de la dépense sans autorisation préalable expresse donnée dans les mêmes formes que la décision attributive.

En cas d'abandon de l'opération, la Polynésie française s'engage à en informer l'État sans délai, par écrit, et à demander qu'il soit mis fin à la convention. Elle devra procéder au reversement des sommes perçues non utilisées dans les plus brefs délais.

## ARTICLE 11 : CADUCITÉ DE LA CONVENTION

La convention deviendra caduque de plein droit si :

- l'exécution de l'opération a commencé avant la date d'accusé de réception du dossier complet d'engagement sauf dérogation prévue à l'article 9.3 du contrat de projets ;
- l'opération ne fait pas l'objet d'un commencement d'exécution dans le délai prévu à l'article 3.

Le défaut de commencement de l'opération dans le délai prévu à cet article entraîne la caducité de la présente convention, sauf autorisation de report octroyée par les partenaires financiers, par avenant modificatif, sur demande justifiée de la Polynésie française antérieure à l'expiration de ce délai.

## ARTICLE 12 : MODIFICATIONS

Sur demande de la Polynésie française présentée dans les délais prévus à l'article 3, les dispositions de la présente convention pourront être modifiées ou complétées par voie d'avenant, soumis à la signature des parties.

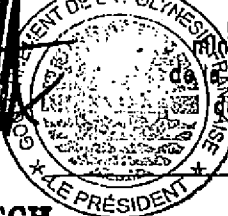
## ARTICLE 13 : RESPONSABILITÉ CIVILE ET FINANCIÈRE

La Polynésie française en sa qualité de maître d'ouvrage, assure les conséquences directes des responsabilités civiles et financières qu'elle encourt en application du droit commun dans le cadre de l'exécution des dispositions de la présente convention.

Fait en 4 exemplaires originaux, à Papeete, le **19 FEV. 2015**

Pour la Polynésie française

**Edouard FRITCH**



Le vice-président,  
Ministre du budget, des finances  
et de la fonction publique, des énergies,  
de la santé et des solidarités

**Nulhau LAUREY**

Pour l'État,



Le Haut-Commissaire  
par délégué,  
le Secrétaire Général  
du Haut-Commissariat

**Gilles CANTAL**

Visa du contrôleur budgétaire local

VISA n° **CB 2014-420**  
Trésorerie Générale  
de la Polynésie française  
CONTROLE FINANCIER

**22 DEC. 2014**

Le Trésorier-payeur Général  
par procuration

**Valérie CUSSIGH**

**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : DSP1621546DL-4

**DÉLIBÉRATION N°**

**/APF**

**DU**

---

portant approbation du projet d'avenant 1  
à la convention d'application n° 24-15 du  
19 février 2015, prolongeant le délai de réalisation  
de l'opération « Remplacement de la couverture du  
Centre de la Mère et de l'Enfant » dans le cadre du  
volet « santé » du contrat de projets État/Polynésie  
française 2008-2014

---

**L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1937 CM du 24 novembre 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° /2016/APF/SG du portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° du de la commission de la santé, de la solidarité, du travail et de l'emploi ;

Dans sa séance du

**A D O P T E :**

**Article 1<sup>er</sup>.**- Le projet d'avenant 1 à la convention d'application n° 24-15 du 19 février 2015 finançant l'opération « Remplacement de la couverture du Centre de la Mère et de l'Enfant », dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet « santé » du contrat de projets État/Polynésie française 2008-2014, joint en annexe, est approuvé.

**Article 2.-** Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*La secrétaire,*

*Le président,*

Loïs SALMON-AMARU

Marcel TUIHANI



**LA POLYNÉSIE  
FRANÇAISE**

**HAUT-COMMISSARIAT  
DE LA RÉPUBLIQUE  
EN POLYNÉSIE  
FRANÇAISE**

**CONTRAT DE PROJETS 2008-2014**

**AVENANT 1 n°**

**du**

**A la convention d'application n° 024-15 du 19 février 2015**

**Entre l'État et la Polynésie française**

**finançant l'opération « Remplacement de la couverture du "Centre de la Mère et de l'Enfant" » de l'action 1.3 : *Entretenir et maintenir les infrastructures***

**dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet « Santé », modifiée**

**Programmation 2012**

- Vu** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu** loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 ;
- Vu** le décret n° 82-1068 du 15 décembre 1982 modifié relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'État dans les territoires d'outre-mer ;
- Vu** le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement, auquel il est fait référence à l'article 9.6 du contrat de projets ;

- Vu** le contrat de projets 2008-2014 signé entre l'État et la Polynésie française le 27 mai 2008 modifié ;
- Vu** la convention d'exécution n° 171-08 du 21 juillet 2008 modifiée relative au volet santé ;
- Vu** la convention d'application n° 024-15 du 19 février 2015 ;
- Vu** le courrier n° 03989/PR du 13 juin 2016 présenté par le Président de la Polynésie française ;

**L'État (ministère des Outre-mer)**  
représenté par le Haut-Commissaire de la République en Polynésie française,

et

**La Polynésie française**  
représentée par le Président de la Polynésie française,

### **CONVIENNENT DE CE QUI SUIT**

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant à la convention n° 024-15 du 19 février 2015 repousse la date limite de réalisation de l'opération de 12 mois supplémentaires, ce qui porte le délai de réalisation à 24 mois.

#### **ARTICLE 2 : DATE LIMITE DE REALISATION**

L'article 3, paragraphe 3 de la convention est modifié comme suit :

##### Au lieu de :

« La Polynésie française s'engage à terminer l'opération dans un délai de 12 mois à compter du démarrage de l'opération précitée ».

##### Lire :

« La Polynésie française s'engage à terminer l'opération au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2017 ».

### ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINALES

Toutes les autres dispositions de la convention n° 024-15 du 19 février 2015 restent inchangées.

Fait en 4 exemplaires originaux, à Papeete, le

---

Pour la Polynésie française,

Pour l'État,

Visa du contrôleur budgétaire local

VISA n° *CB2016-310*  
Direction des Finances Publiques  
en Polynésie Française  
CONTRÔLE BUDGÉTAIRE

25 AOÛT 2016

L'Administrateur Général  
des Finances Publiques  
Le Fondé de Pouvoir

  
Dominique GROSJEAN